



LE BAHREÏN, MAILLON FAIBLE DU GOLFE

Laurence Louër

(Chargée de recherche au CERI-Sciences Po)

La concaténation des soulèvements qui touche le monde arabe depuis décembre 2010 a atteint le Golfe dans ce qui constitue traditionnellement son maillon faible. Le Bahreïn, plus petit des Etats du Conseil de coopération du Golfe (CCG) par la superficie (665km²) et la population (1,2 million d'habitants, dont un peu plus de la moitié d'expatriés, pour la plupart originaires du sous-continent indien), connaît en effet depuis les années 1930 une vie politique émaillée de révoltes à répétition. Un adage y affirme même, par dérision, que cet archipel connaît une *intifada* tous les dix ans. Dans ce contexte, le soulèvement, qui a débuté le 14 février 2011 et a définitivement été écrasé par le régime le 18 mars avec le concours de troupes saoudiennes, émiriennes et jordaniennes n'a étonné personne.

La structure démographique particulière du pays est souvent mise en avant pour expliquer cette vie politique mouvementée. Selon les estimations, en l'absence de recensement prenant en compte les différentes appartenances à l'islam, la population du Bahreïn serait en effet à 70 % chiite, tandis que la dynastie régnante, les Al Khalifa, est sunnite tout comme les 30 % restant de la population. L'absence d'homogénéité religieuse entre dirigeants et dirigés serait la cause des troubles quasi-permanents.

Le parti islamiste chiite, al-Wifaq (la Concorde), dirigé par un clerc, Ali Salman, est en effet la force ultra-dominante de l'opposition. Il est vrai aussi que, dans les années 1980, le

Bahreïn a été l'une des cibles de la politique d'exportation de la révolution menée par la République islamique d'Iran par l'intermédiaire d'un mouvement local, le Front islamique de libération du Bahreïn.

Pour autant, un examen plus en détail de l'histoire politique du pays révèle que la politisation du clivage entre sunnites et chiites n'est pas intervenue avant les années 1970, période à laquelle des mouvements islamistes chiites irakiens (al-Daawa et le Mouvement du message) se sont diffusés dans le pays. Auparavant, sunnites et chiites se mobilisaient ensemble au sein de partis politiques « progressistes » (d'obédience nationaliste arabe et/ou marxiste). Par ailleurs, une analyse documentée des relations entre l'Iran et les mouvements islamistes chiites bahreïniens montre que la République islamique, devenue un acteur des relations internationales éminemment pragmatique, a dès la fin des années 1980 renoncé à exporter la révolution à Bahreïn. Hormis le fait qu'il est majoritairement peuplé de chiites en effet, le petit archipel est de peu d'intérêt pour Téhéran : il n'a presque plus de ressources pétrolières en propre et n'est pas stratégique pour le contrôle du détroit d'Ormuz par où transite une grande partie du pétrole dans la région. Dans ce contexte, la thèse, défendue par le régime bahreïni, d'un soulèvement piloté depuis Téhéran ne tient pas la route. Si l'opinion publique arabe, par avance acquise à l'idée d'un expansionnisme atavique de l'Iran, l'accrédite volontiers, elle ne fait pas recette dans les chancelleries occidentales et notamment à l'ambassade des Etats-Unis. Principaux garants de la sécurité extérieure du Bahreïn, les Américains y possèdent une importante base navale depuis maintenant plus de soixante ans.

Sachant que le régime les décrirait comme des agents iraniens animés par la haine confessionnelle, les manifestants ont pris soin de se présenter comme porteurs de messages universels : la démocratie, la liberté, la lutte contre les discriminations, la dignité socio-économique. De fait, leurs messages n'étaient pas différents de ceux portés par les acteurs des révoltes des autres pays arabes. Si, en raison même de la démographie du pays, la grande majorité des manifestants était chiite, la foule rassemblée au rond-point de la Perle comptait aussi de nombreux sunnites, ne serait-ce que les militants du parti libéral al-Waad (la Promesse), qui se trouve être le principal allié politique d'al-Wifaq et dont le secrétaire général, Ibrahim Sharif, est sunnite.

Une lecture univoque du soulèvement du Bahreïn en termes confessionnels occulterait par ailleurs une dimension centrale de l'instabilité politique du pays depuis les années 1990 : l'apparition du chômage de masse, qui affecte en priorité les nouveaux arrivants sur le marché de l'emploi. Les chercheurs d'emploi, organisés en comités et associations,

constituent un acteur central de la base militante des mouvements les plus radicaux du spectre politique, notamment le parti al-Haqq (le Droit) qui prône le boycottage des élections parlementaires au motif que celles-ci contribuent à perpétuer un parlement sans réels pouvoirs législatifs. La révolte au Bahreïn n'a pas seulement mis en scène la profondeur du clivage confessionnel mais également la crise du pacte social établi dans les années 1970 dans le contexte du boom pétrolier. Celui-ci garantissait tacitement un emploi public à tous les diplômés de l'enseignement secondaire et supérieur, tandis que les emplois du privé, souvent moins bien rémunérés et dans tous les cas plus astreignants et dotés d'avantages sociaux moindres, étaient idéalement réservés aux travailleurs expatriés. L'augmentation de la population et la saturation du secteur public ont eu raison de ce modèle, obligeant les jeunes à chercher des emplois dans le secteur privé. Les entreprises privées, quant à elles, demeurent réticentes à embaucher les Bahreïniens, réputés mal formés sur le plan professionnel mais surtout plus coûteux que la main d'œuvre expatriée, venue de pays pauvres et habituée à des conditions de travail souvent médiocres, sur laquelle les employeurs ont tous les droits.

Significativement, cette dimension socio-économique du conflit au Bahreïn peut faire écho, tandis que sa dimension confessionnelle en limite la portée. En effet, dans les autres pays du CCG, les chiïtes ne sont pas en position de mener des révoltes, que ce soit pour des raisons démographiques (ils sont trop peu nombreux) ou politiques (à l'exception de l'Arabie Saoudite, ils sont le plus souvent ultra-loyaux aux régimes en place). Ainsi à Oman, l'autre Etat du CCG où la situation a un moment menacé de dégénérer en soulèvement généralisé, les acteurs mobilisés étaient souvent de jeunes chômeurs ou salariés précaires du secteur privé demandant l'amélioration de leurs conditions de vie. En Arabie Saoudite, si quelques centaines de chiïtes à peine se sont mobilisés pour demander la libération de prisonniers politiques et non, comme au Bahreïn, dans l'espoir d'arracher au régime des concessions politiques, la circulation d'une pétition réclamant en priorité une solution au problème du chômage révèle, de manière plus significative, l'ampleur de la crise du pacte redistributif au cœur de la légitimité du régime.